

Une intersyndicale de l'ESR appelle à un rassemblement devant le...

3-4 minutes

La FSU, la Ferc-CGT, FO ESR, SUD-Éducation et SUD-Recherche EPST appellent à un rassemblement, le 6 juillet à 11 heures, devant le MESRI. Cette intersyndicale accuse le ministère, "dans le sillage de la LPR" de "passer en force pour disloquer statuts, rémunérations et missions".



Manifestation contre la LPR, le 28 octobre 2020. Droits réservés - DR - SNTRS-CGT

"Dans le sillage de la LPR, le MESRI accumule depuis quelques mois les textes pour mettre en cause l'ensemble des statuts et des missions des personnels", écrivent la FSU, la Ferc-CGT, FO ESR, SUD-Éducation et SUD-Recherche EPST.

Les organisations réunies en intersyndicale appellent à se rassembler le 6 juillet à 11 heures devant le MESRI pour dénoncer les "pleins pouvoirs accordés aux présidents d'université pour les recrutements" des enseignants-chercheurs. Les syndicats énumèrent les mesures qui, selon eux, "sont autant de dispositifs qui, tout à la fois, attaquent les statuts, individualisent les rémunérations, généralisent la contractualisation" :

- chaires de professeurs juniors ;

- Ripec généralisant les primes au "mérite" et réintroduisant le "suivi de carrière" ;
- contrats de droit privé pour les doctorants et postdoctorants ;
- contrats de projets pour tous les personnels impliqués dans la recherche ;
- "CDI" de mission.

"C'est inadmissible sur la forme", dénoncent aussi les organisations syndicales : "Les réunions n'ont pu se tenir en présence de tous les participants, des réunions de présentation de ces textes ont été reportées ou annulées, les comités techniques ministériels se multiplient [...] dans la précipitation et l'impréparation."

Les organisations s'opposent également à "la mise en place du BUT à marche forcée", la réforme des études de santé "largement sous-financée", la "destruction des masters Meef", "la mise en cause des concours d'enseignement pour les étudiants aspirant à devenir professeurs des écoles, collèges et lycées" et la "poursuite de la mise en œuvre du Rifseep". Elles reprochent aussi au MESRI de prévoir la "prolongation ou transformation" des dispositifs de gestion de la crise du Covid-19, là où ils auraient souhaité la "disparition des dispositifs".

Dépêche n° 654984